

## LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

073-200068997-20231109-2023\_11\_09\_A70-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/11/2023

Publication : 16/11/2023



## Novembre 2023

## SOMMAIRE

---

PREAMBULE .....	3
RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PROJET DE TERRITOIRE ARLYSÈRE 2020-2026.....	Erreur ! Signet non défini.
CADRAGE DE CETTE PREMIÈRE ÉTAPE DE L'ÉLABORATION BUDGÉTAIRE .....	3
CONTEXTE FINANCIER : LE RETABLISSEMENT DES COMPTES PUBLICS .....	4
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE LA COLLECTIVITÉ.....	7
ÉVOLUTION DES RECETTES DE LA COLLECTIVITÉ .....	19

---

## PREAMBULE

---

Ce rapport fixe, sur la base des orientations du projet de territoire ARLYSERE 2020-2026, les bases sur lesquelles le budget communautaire 2024 sera construit, et par voie de conséquence les politiques publiques souhaitées par les élus afin d'accompagner le développement de la Communauté d'Agglomération ARLYSERE.

---

## CADRAGE DE CETTE PREMIERE ETAPE DE L'ELABORATION BUDGETAIRE

### Cadre légal

La tenue d'un débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les Régions, les Départements, les communes de plus de 3 500 habitants, les établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

### Objectifs

Ce débat permet notamment à l'Assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront affichées dans le Budget primitif, en tenant compte du contexte macroéconomique des finances locales,
- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité,
- de débattre sur la stratégie financière de la collectivité.

### Modalités

Le débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent le vote du Budget primitif, prévu pour ce qui concerne la Communauté d'Agglomération, le 14 décembre 2023.

La Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation de la République (Loi NOTRe) est venue étoffer les dispositions relatives au débat d'orientations budgétaires des communes en précisant l'information des Conseillers municipaux et communautaires.

Désormais, dans les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI en contenant au moins une, un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) élaboré par le Président doit précéder le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Ce rapport comprend notamment :

- les orientations budgétaires envisagées par la Communauté d'Agglomération,
- les engagements pluriannuels et les AP/CP,
- les informations sur la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- la structure des effectifs et les dépenses liées à ces derniers.

## CONTEXTE FINANCIER : LE RETABLISSEMENT DES COMPTES PUBLICS

Le projet de budget national s'inscrit dans un contexte économique dégradé, marqué par le maintien d'une inflation élevée et de craintes pesant sur le coût de l'énergie. Le projet de loi de finances 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation, une baisse du déficit public et un contexte d'incertitude sur les taux d'intérêt.

Le gouvernement a pour objectifs de :

- Diminuer le déficit public à 4.9 % du PIB, pour arriver à 3 % en 2027
- Lutter contre l'inflation par la mise en place l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu.
- Investir dans le domaine de la transition écologique : un budget vert augmenté de 10 milliards d'euros par rapport à 2023.
- Investir dans le domaine de l'éducation afin de revaloriser les métiers de l'enseignement et d'augmenter le budget de l'Éducation nationale de 3,9 milliards d'euros (hausse de 6,5 % par rapport à l'année 2023)

### LES IMPOTS DE PRODUCTION

Le Gouvernement souhaite poursuivre sa politique de réduction de la fiscalité avec la suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), à hauteur d'1 milliard d'euros dès 2024.

Initialement, la CVAE devait disparaître définitivement en 2024 (loi de finances pour 2023) après une réduction de moitié en 2023. L'article 8 du projet de loi de finances pour 2024 recule cette échéance et organise la suppression progressive de la CVAE entre 2024 et 2027.

En 2024, les entreprises soumises au taux de CVAE maximum, c'est-à-dire celles dont le chiffre d'affaires excède 50 millions €, verront leur taux maximum de CVAE passé de 0,375% à 0,28%

Pour rappel, le 1er janvier 2023, les collectivités locales (communes / EPCI et départements) ne perçoivent plus la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), même si elle n'a pas totalement disparu.

La compensation sera la moyenne de la CVAE 2020 à 2023. Elle sera compensée par une fraction de la TVA.

Cette fraction de TVA sera divisée chaque année en deux parts :

- une part fixe correspondant à la moyenne de leurs recettes de CVAE des années 2020 à 2023 ;
- une part correspondant à la dynamique, si elle est positive, de la fraction de TVA calculée au niveau national. Cette fraction sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires, dont les modalités de répartition ne sont pas connues à ce jour, les critères de répartition devraient être les mêmes que ceux employés jusqu'ici pour la répartition de la CVAE : effectifs et base.

## ▪ DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

Parmi les prélèvements sur les recettes de l'Etat affectées aux collectivités territoriales, la DGF est augmentée de 220 millions d'euros €, elle est fixée à 27.1 milliards d'euros pour 2024.

Elle sera partagée entre :

- La DSR (dotation de solidarité rurale) : 100 millions
- DSU (dotation de solidarité urbaine) : 90 millions
- DI (dotation d'intercommunalités) : 30 millions

## ▪ DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (DCRTP)

Au titre du gage en 2024, les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur.

*Pour l'année 2023, le DCRTP devra être diminuée de 2 % (l'information a été connue après la présentation en commission finances, les chiffres sont réajustés en ce sens.)*

## • FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNALE ET COMMUNALE

Le nouveau mode de calcul de l'effort fiscal agrégé (loi de finances 2021 et 2022) commencera à produire ses effets en 2024.

Pour rappel, le FPIC de droit commun pour 2023 était de 558 939 €, recalculé selon le mode de répartition libre à 594 710 €.

Pour l'année 2024, le FPIC inscrit est de 620 000 €.

## ▪ REFORME DE LA TAXE D'HABITATION

La suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales doit aboutir en 2023. En raison de cette réforme, le financement des collectivités est impacté.

Il a été prévu le versement d'une fraction du produit net de la TVA pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre avec une dynamique annuelle de la fraction de TVA perçue. Cette dynamique est égale à la dynamique nationale de cet impôt constatée entre l'année en cours (N) et l'année précédente (N-1). Le montant de TVA versé à la collectivité évolue donc annuellement dans les mêmes proportions que la TVA nationale.

Dès février 2022, les services de la DGFIP ont appliqué la prévision de TVA 2022 associée à la loi de finances initiale pour 2022.

Deux ajustements sont réalisés :

- le premier au bénéfice des collectivités en octobre n ;
- le second est effectué au premier trimestre n+1, au vu de l'exécution définitive de l'année n.

Pour 2023, nous ne connaissons pas le taux de progression estimé. Nous appliquons au budget 2024 la même somme que 2023.

▪ **LA TAXE FONCIERE ET LA TAXE D'HABITATION (sur les résidences secondaires)**

Les bases de la TF et de la TH sont revalorisées chaque année selon une formule qui prend en compte l'inflation.

Pour l'année 2023, les bases fiscales ont été augmentée de 7 %.

Pour l'année 2024, l'inflation prévisionnelle est de 4,8 %, ce qui risque d'avoir une augmentation identique des bases fiscales.

▪ **REDEVANCE EAU/ASSAINISSEMENT :**

La redevance actuelle pour pollution domestique change de nom et devient « redevance sur la consommation d'eau potable ». Elle sera assise sur la consommation de chaque usager du service d'eau potable (sans distinguer entre consommation domestique et consommation industrielle).

La redevance pour modernisation des réseaux de collecte se transforme en :

- redevance pour la performance des réseaux d'eau potable
- redevance pour la performance d'assainissement

Elles seront dues, non pas par les usagers mais par le service et seront modulées sur le taux de performance des réseaux.

**Trajectoire budgétaire selon le Projet de Loi de Finances 2024**

- **La Dotation d'Intercommunalité (DGF) :** constante par rapport à 2023
- **La Dotation de compensation (DGF) :** diminution de 0.58%, soit 13 724 €
- **La Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle :** sur les premières estimations, la DCRTP était constante par rapport à 2023. A la lecture des derniers éléments du projet de loi de finances, les DCRTP seront diminuées. Il conviendrait de baisser de 2 % sont montants au budget, soit 49 509 €.
- **La fiscalité :**
  - Pour la CVAE : maintient du montant connu à ce jour, soit 4 400 187 €.
  - Pour la CFE, augmentation de + 3 %,
  - Pour la Taxe foncière sur le bâti, augmentation de + 3.0 %.
  - Pour la fraction de TVA de la TH, constante par rapport à 2023, soit 7 911 000 €
- **Le Fonds de péréquation Intercommunal et communal (FPIC) :** légère augmentation par rapport à 2023. 620 000 €.

## EVOLUTION DES DEPENSES DE LA COLLECTIVITE

La lettre de cadrage du budget a été envoyée par le service finances à l'ensemble des services le 30 juin 2023 pour une rentrée des 1<sup>ères</sup> demandes la semaine du 08 septembre 2023.

Les services ont étudié les dépenses et les recettes pendant l'été.

Les 1<sup>ers</sup> arbitrages ont été réalisés avant la présentation à la commission finances du 19 octobre 2023. Les chiffres seront encore affinés avant le vote définitif du budget le 14 décembre 2023.

### 1- LES DEPENSES DU BUDGET DE L'AGGLOMERATION

#### 1-1 LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

La collectivité continue ses efforts collectifs de maîtrise des dépenses. Cependant, la hausse du prix du carburant et l'incertitude sur les prix de l'électricité font augmenter les charges à caractère général soit de manière directe, soit de manière indirecte par les prestations réalisées par les entreprises (notamment le service déchets).

De même l'intégration à 100 % du service mobilité dans le budget principal, au lieu du budget transport (dans les années précédentes) quant à lui consacré uniquement au transport par bus, fait augmenter le 011 du budget principal de presque 600 k€. Ce choix a été fait pour avoir une parfaite transparence sur le coût du service transport.

Evolution des dépenses de fonctionnement du budget principal entre le budget voté en 2023 (hors BS et DM) et le montant DOB 2024 :

BUDGET PRINCIPAL		
Voté BP 2023	68 021 559,00 €	4,49%
Montant DOB 2023	71 077 799,00 €	

#### 1-2 LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC)

A ce stade de la préparation budgétaire, a été inscrit le montant voté en 2022 modifié des montants évalués des équipements rétrocedés aux communes.

**Le montant inscrit aux AC est de 26 984 851 €.**

#### 1-3- LE FOND NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES FISCALES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Il est rappelé que le Fond National de Péréquation des ressources fiscales Intercommunales et Communales (FPIC) va être impacté par le nouveau calcul de l'effort fiscal agrégé (pour 20 % en 2024).

Au vu de ces possibles impacts ramenés aux indicateurs de notre territoire, l'estimation de la contribution au FPIC 2024 est estimée avec une légère augmentation de 594 710 € (en 2023) à 620 000 €. Rappel : le montant de droit commun 2021 notifié à la Communauté d'Agglomération était de **558 939 €**.

Par délibération n°62 du 14 septembre 2023, la Communauté d'Agglomération décidait d'une répartition libre ramenant le montant du FPIC de l'Agglomération à **594 710 €**.

#### **1-4- LES DEPENSES DE PERSONNEL**

##### **Structure des effectifs :**

*Annexe 1*

***Dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature :***

*Annexe 2*

##### **La durée effective du travail :**

*Par délibération en date du 16 décembre 2021, la Communauté d'Agglomération a adopté son protocole relatif au temps de travail conformément aux dispositions relatives à la Loi de la Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019.*

Ce protocole vise à mettre en adéquation les règles relatives au temps de travail de la collectivité selon le cadrage réglementaire sans impacter le fonctionnement des services mais également en alliant une approche en termes de qualité de vie au travail pour les collaborateurs.

Il détermine les règles communes destinées à l'ensemble des services et des agents d'Arlysère en matière d'organisation et de gestion du temps de travail.

Il vise à :

- Respecter les dispositifs réglementaires en vigueur sur le temps de travail
- Harmoniser les pratiques d'organisation et de gestion du temps de travail pour plus d'équité

*et traite 5 points principaux :*

- La durée annuelle du temps de travail
- La journée de solidarité
- Cycle de travail
- Mode de calcul des congés annuels
- Les horaires variables

Sur l'exercice 2023 la collectivité a acquis un outil automatisé de gestion du temps de travail et des effectifs. Celui-ci va être déployé de façon progressive dans l'ensemble des services à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

***L'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget :***

*La Communauté d'Agglomération ne prévoit pas d'augmentation significative de ses effectifs. A ce jour, seules les créations d'un pôle patrimoine et d'un pôle ingénierie sont susceptibles d'affecter les effectifs. Une réflexion systématique autour de l'organisation des services est menée lors d'une mobilité externe ou d'un départ en retraite afin de garantir une gestion optimale des effectifs.*

*Concernant les dépenses de personnel, au-delà de l'augmentation liée au GVT estimée à 3.5%, la Communauté d'Agglomération a mis en place son régime indemnitaire par délibération en date du 30 juin 2022, composé :*

- D'une part fixe : indemnité attachée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE), liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,
- D'une part variable : complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

La mise en place de ce régime s'est effectuée en deux temps :

- La part fixe a été attribuée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.
- La part variable a été mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur la base des entretiens professionnels 2022.

Sur 2023, les dépenses de personnel ont également été affectées par :

- l'augmentation du SMIC de 1.51% au 1<sup>er</sup> janvier 2023 puis 2.2% au 1<sup>er</sup> mai 2023
- l'augmentation de la valeur du point d'indice de 1.5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023
- l'attribution jusqu'à 9 points d'indice pour les plus bas salaires à la même date des catégories C et B.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, tous les agents se verront attribuer 5 points d'indice supplémentaires.

A ce jour la collectivité n'a pas statué sur la mise en œuvre de la prime relative au pouvoir d'achat.

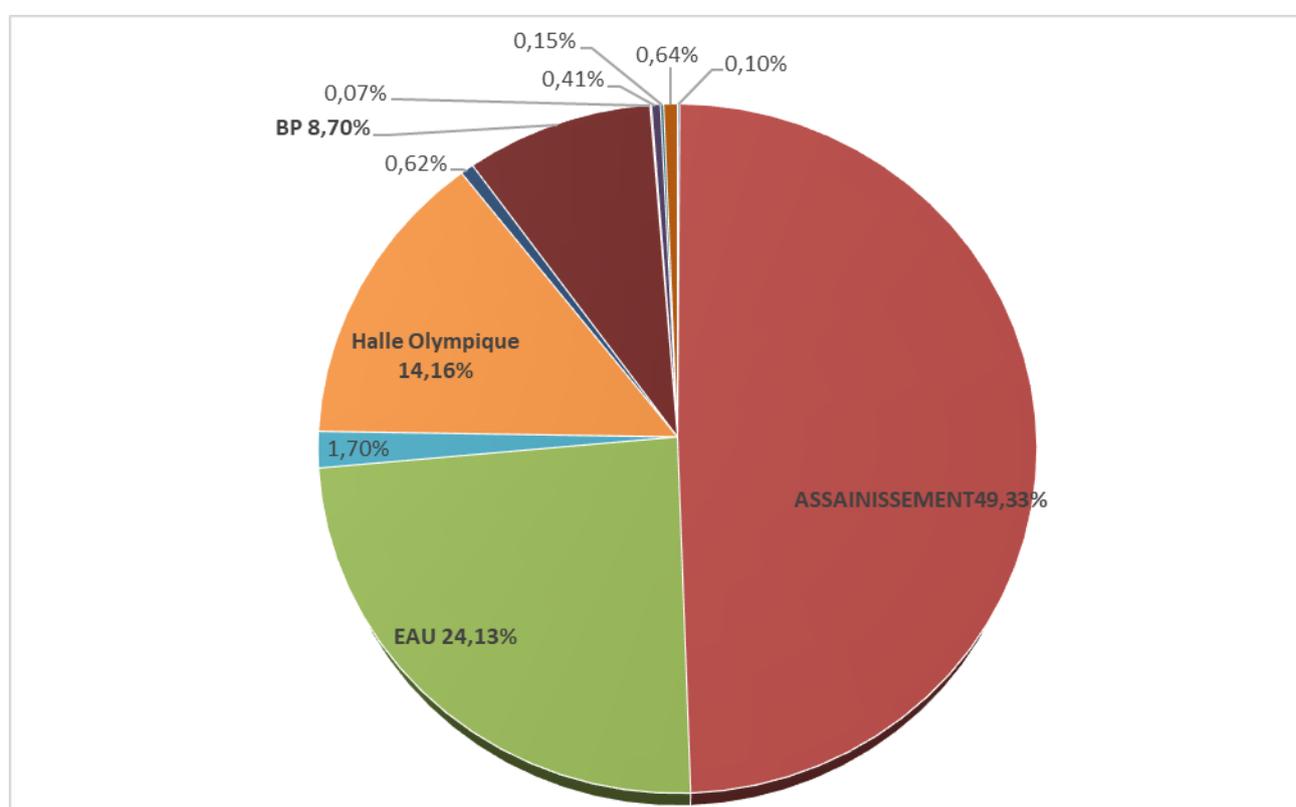
Une réflexion est en cours concernant le déploiement des tickets restaurant avec un budget estimatif de 190 000 euros.

### **1-5- L'ENCOURS DE LA DETTE**

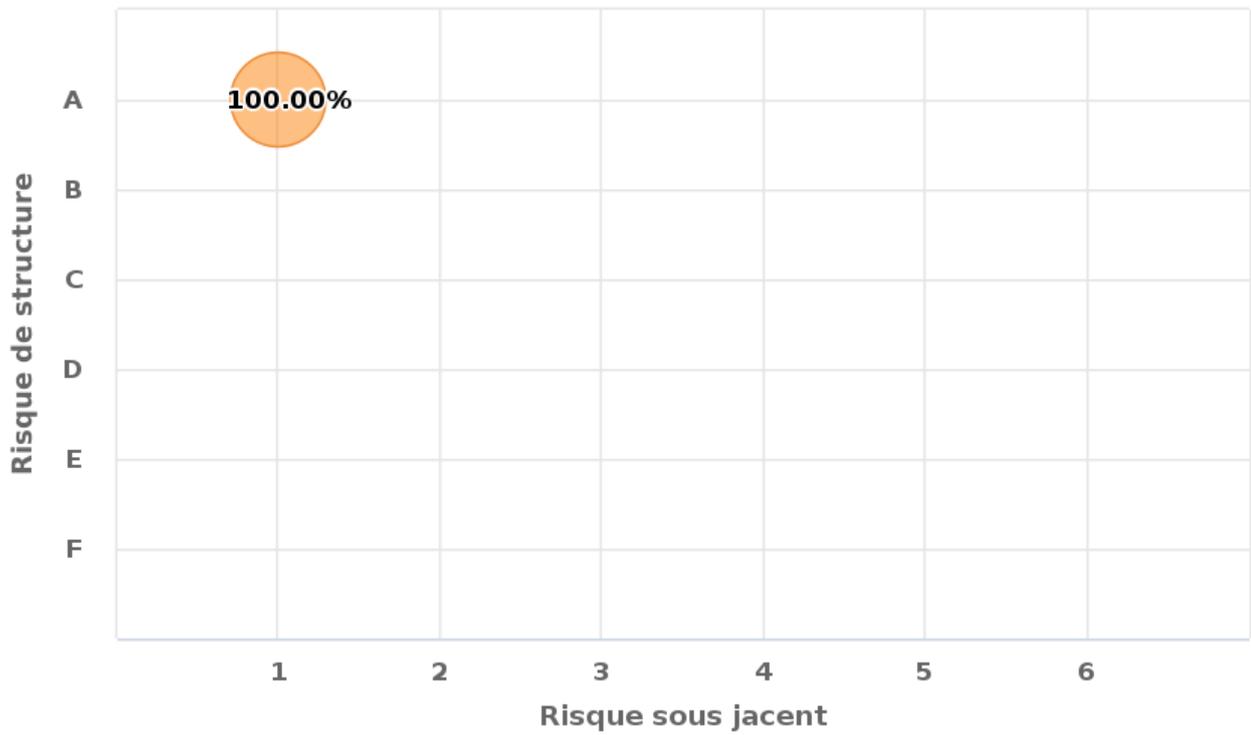
Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (données au 24/10/2023), l'encours de la dette est de 51 921 927 € pour 119 emprunts dont 8 emprunts du BP aux autres budgets/régies à autonomie financière (capital de 3 895 839 €). Un de ces emprunt sera automatiquement annulé au 01/01/2024; il s'agit de l'emprunt de 320 000 € à la régie Maison de Santé. En effet, cet emprunt va remonter au budget principal au moment de la dissolution de ce budget (avant la création d'un budget Maison de santé en M57).

**Répartition de la dette par budget au 01/01/2024 (avant échéance du 01/01/2024) :**

BUDGET AERODROME	51 271,50 €
BUDGET ASSAINISSEMENT	25 615 439,98 €
BUDGET EAU DSP	12 129 752,17 €
BUDGET EAU DSP	397 292,93 €
BUDGET EQUIPEMENT AQUATIQUE	881 658,10 €
BUDGET HALLE OLYMPIQUE	7 349 702,12 €
BUDGET MAISON DE SANTE	320 000,00 €
BUDGET PRINCIPAL	4 518 118,36 €
BUDGET STATION SERVICE	36 924,32 €
BUDGET TETRAPOLE	211 271,28 €
BUDGET TRANSPORT	78 495,83 €
BUDGET ZONE LAVANCHE	332 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>51 921 926,59 €</b>

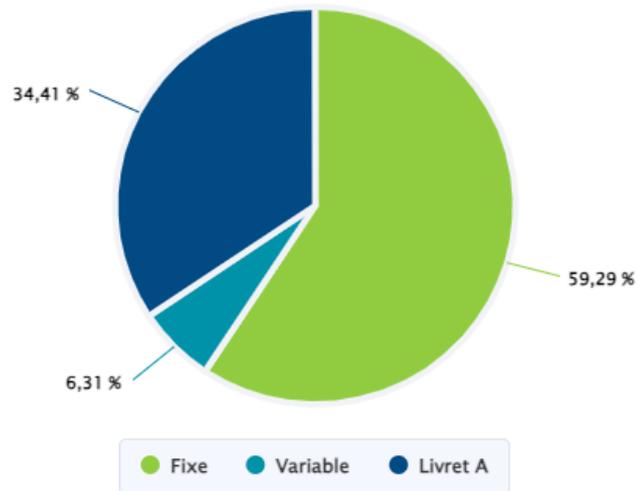


Tous les emprunts sont classés A1 dans la charte de Gissler (taux fixes ou variables simples (EURIBOR + marge, Livret A + marge). Le risque est faible.

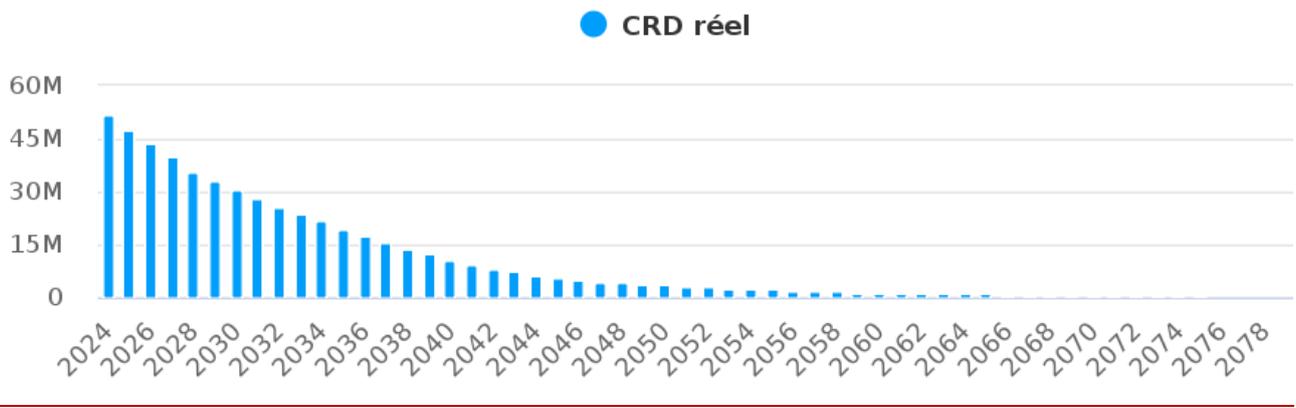


La dette est pour 59.29 % à taux fixe :

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	<a href="#">30 782 705.73 €</a>	<a href="#">59.29 %</a>	<a href="#">2.40 %</a>
Variable	<a href="#">3 275 266.36 €</a>	<a href="#">6.31 %</a>	<a href="#">5.03 %</a>
Livret A	<a href="#">17 863 954.49 €</a>	<a href="#">34.41 %</a>	<a href="#">3.93 %</a>
Ensemble des risques	<a href="#">51 921 926.58 €</a>	<a href="#">100.00 %</a>	<a href="#">3.10 %</a>



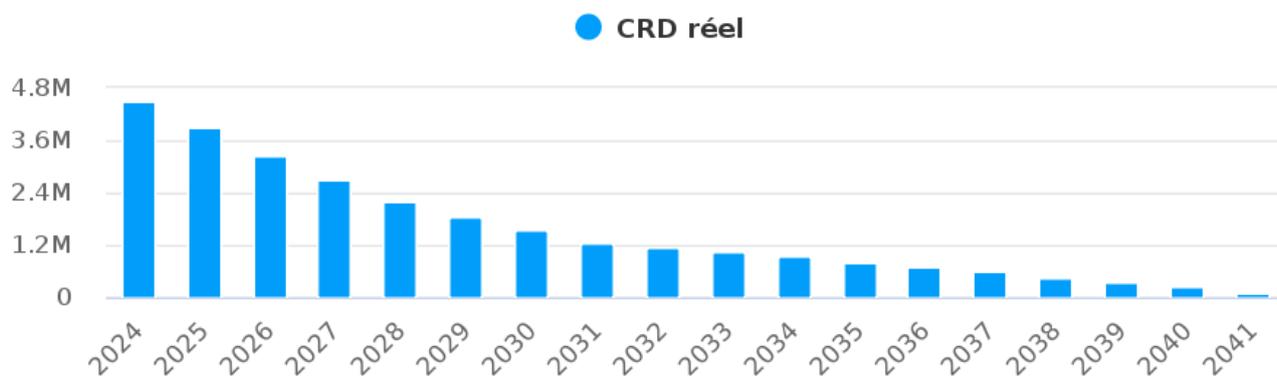
**Evolution du CRD de l'ensemble de la dette :**



**Evolution du CRD des 4 budgets les plus endettés :**

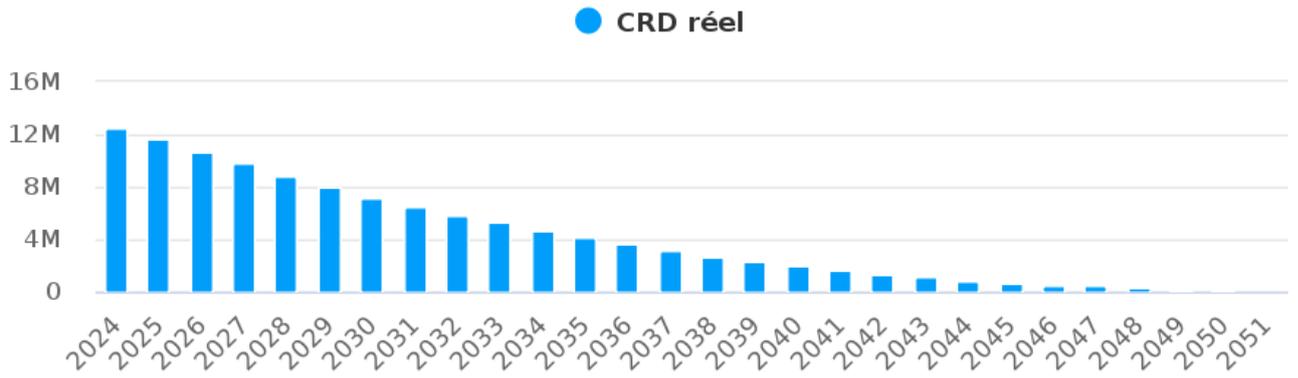
- **Le Budget principal**

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2024	4 518 118,36 €	622 307,87 €	94 933,52 €	717 241,39 €	3 895 810,49 €
2025	3 895 810,49 €	635 036,87 €	73 156,19 €	708 193,06 €	3 260 773,62 €
2026	3 260 773,62 €	554 329,87 €	52 821,88 €	607 151,75 €	2 706 443,75 €
2027	2 706 443,75 €	516 445,14 €	36 139,18 €	552 584,32 €	2 189 998,61 €
2028	2 189 998,61 €	353 140,47 €	22 859,84 €	376 000,31 €	1 836 858,14 €
2029	1 836 858,14 €	308 449,00 €	17 601,48 €	326 050,48 €	1 528 409,14 €
2030	1 528 409,14 €	261 529,67 €	13 171,51 €	274 701,18 €	1 266 879,47 €
2031	1 266 879,47 €	119 111,56 €	10 661,32 €	129 772,88 €	1 147 767,91 €
2032	1 147 767,91 €	110 340,43 €	9 626,25 €	119 966,68 €	1 037 427,48 €
2033	1 037 427,48 €	111 303,53 €	8 663,15 €	119 966,68 €	926 123,95 €
2034	926 123,95 €	112 275,03 €	7 691,65 €	119 966,68 €	813 848,92 €
2035	813 848,92 €	113 255,03 €	6 711,65 €	119 966,68 €	700 593,89 €
2036	700 593,89 €	114 243,57 €	5 723,11 €	119 966,68 €	586 350,32 €
2037	586 350,32 €	115 240,73 €	4 725,95 €	119 966,68 €	471 109,59 €
2038	471 109,59 €	116 246,60 €	3 720,08 €	119 966,68 €	354 862,99 €
2039	354 862,99 €	117 261,25 €	2 705,43 €	119 966,68 €	237 601,74 €
2040	237 601,74 €	118 284,75 €	1 681,93 €	119 966,68 €	119 316,99 €
2041	119 316,99 €	119 316,99 €	649,69 €	119 966,68 €	0,00 €



## La Régie à autonomie Financière EAU

	<b>CRD début d'exercice</b>	<b>Capital amorti</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Flux total</b>	<b>CRD fin d'exercice</b>
2024	12 527 045,10 €	936 713,61 €	242 726,20 €	1 179 439,75 €	11 590 331,53 €
2025	11 590 331,53 €	924 571,77 €	218 936,94 €	1 143 508,68 €	10 665 759,78 €
2026	10 665 759,78 €	906 747,01 €	192 574,63 €	1 099 321,59 €	9 759 012,80 €
2027	9 759 012,80 €	920 463,22 €	168 359,26 €	1 088 822,44 €	8 838 549,61 €
2028	8 838 549,61 €	827 395,16 €	144 602,93 €	971 998,07 €	8 011 154,47 €
2029	8 011 154,47 €	761 353,46 €	125 710,94 €	887 064,37 €	7 249 801,03 €
2030	7 249 801,03 €	700 488,17 €	109 035,28 €	809 523,42 €	6 549 312,88 €
2031	6 549 312,88 €	673 118,33 €	94 768,44 €	767 886,75 €	5 876 194,57 €
2032	5 876 194,57 €	609 724,03 €	80 992,10 €	690 716,11 €	5 266 470,56 €
2033	5 266 470,56 €	550 279,37 €	68 874,16 €	619 153,50 €	4 716 191,21 €
2034	4 716 191,21 €	548 517,53 €	57 760,97 €	606 278,47 €	4 167 673,70 €
2035	4 167 673,70 €	548 781,99 €	46 788,45 €	595 570,41 €	3 618 891,73 €
2036	3 618 891,73 €	478 624,74 €	35 641,16 €	514 265,87 €	3 140 267,01 €
2037	3 140 267,01 €	445 195,40 €	27 001,30 €	472 196,67 €	2 695 071,63 €
2038	2 695 071,63 €	385 212,61 €	19 445,36 €	404 657,94 €	2 309 859,04 €
2039	2 309 859,04 €	318 932,59 €	14 657,53 €	333 590,09 €	1 990 926,47 €
2040	1 990 926,47 €	318 524,52 €	12 323,81 €	330 848,31 €	1 672 401,97 €
2041	1 672 401,97 €	299 528,80 €	10 198,76 €	309 727,54 €	1 372 873,19 €
2042	1 372 873,19 €	283 978,23 €	8 617,62 €	292 595,83 €	1 088 894,98 €
2043	1 088 894,98 €	271 390,56 €	7 203,53 €	278 594,07 €	817 504,44 €
2044	817 504,44 €	121 390,56 €	5 959,13 €	127 349,66 €	696 113,90 €
2045	696 113,90 €	121 390,56 €	4 719,19 €	126 109,73 €	574 723,36 €
2046	574 723,36 €	121 390,38 €	3 514,14 €	124 904,49 €	453 332,99 €
2047	453 332,99 €	106 666,68 €	2 521,33 €	109 188,01 €	346 666,31 €
2048	346 666,31 €	106 666,68 €	1 870,67 €	108 537,35 €	239 999,63 €
2049	239 999,63 €	106 666,68 €	1 220,00 €	107 886,68 €	133 332,95 €
2050	133 332,95 €	106 666,68 €	569,33 €	107 236,01 €	26 666,27 €
2051	26 666,27 €	26 666,27 €	40,67 €	26 706,94 €	0,00 €



### **La Régie à autonomie Financière ASSAINISSEMENT**

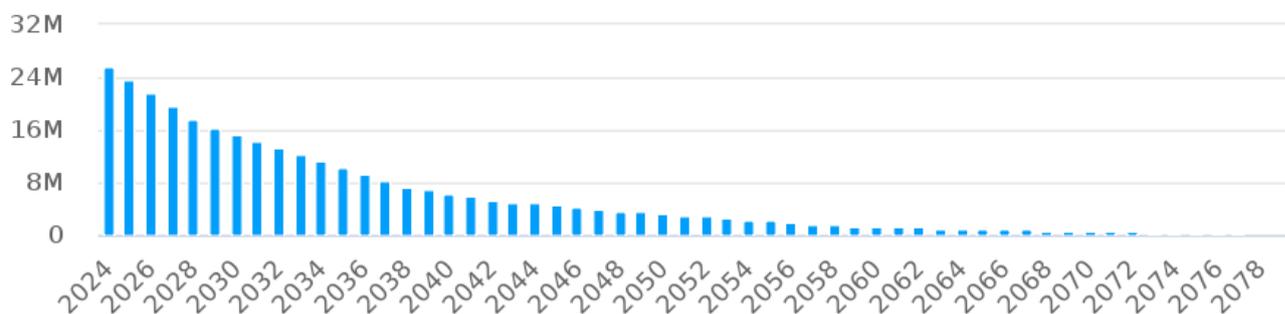
#### **Dettes par type de risque avant échéance du 01/01/2024**

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	<a href="#">13 083 984,79 €</a>	<a href="#">51,08 %</a>	<a href="#">3,10 %</a>
Variable	<a href="#">2 919 281,20 €</a>	<a href="#">11,40 %</a>	<a href="#">4,81 %</a>
Livret A	<a href="#">9 612 173,99 €</a>	<a href="#">37,52 %</a>	<a href="#">3,96 %</a>
Ensemble des risques	<a href="#">25 615 439,98 €</a>	<a href="#">100,00 %</a>	<a href="#">3,62 %</a>

## CRD de la Régie à Autonomie financière assainissement

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2024	25 615 439,98 €	1 921 100,08 €	905 790,06 €	2 826 890,08 €	23 694 339,94 €
2025	23 694 339,94 €	1 959 567,59 €	832 631,38 €	2 792 198,94 €	21 734 772,37 €
2026	21 734 772,37 €	1 965 283,91 €	722 165,45 €	2 687 449,32 €	19 769 488,49 €
2027	19 769 488,49 €	1 968 140,55 €	655 091,40 €	2 623 231,92 €	17 801 347,97 €
2028	17 801 347,97 €	1 331 273,73 €	592 679,70 €	1 923 953,41 €	16 470 074,26 €
2029	16 470 074,26 €	989 842,55 €	566 466,96 €	1 556 309,48 €	15 480 231,73 €
2030	15 480 231,73 €	995 192,29 €	541 349,41 €	1 536 541,67 €	14 485 039,46 €
2031	14 485 039,46 €	1 014 385,56 €	513 358,21 €	1 527 743,75 €	13 470 653,92 €
2032	13 470 653,92 €	1 021 170,32 €	483 196,02 €	1 504 366,32 €	12 449 483,62 €
2033	12 449 483,62 €	1 034 023,68 €	454 415,14 €	1 488 438,79 €	11 415 459,96 €
2034	11 415 459,96 €	1 054 237,96 €	418 981,66 €	1 473 219,59 €	10 361 222,02 €
2035	10 361 222,02 €	1 075 079,27 €	386 902,86 €	1 461 982,10 €	9 286 142,77 €
2036	9 286 142,77 €	1 084 018,37 €	347 735,22 €	1 431 753,56 €	8 202 124,42 €
2037	8 202 124,42 €	789 070,97 €	310 144,62 €	1 099 215,56 €	7 413 053,47 €
2038	7 413 053,47 €	525 512,77 €	285 072,87 €	810 585,61 €	6 887 540,72 €
2039	6 887 540,72 €	524 464,11 €	259 660,03 €	784 124,11 €	6 363 076,63 €
2040	6 363 076,63 €	508 410,82 €	233 299,86 €	741 710,66 €	5 854 665,83 €
2041	5 854 665,83 €	435 467,40 €	212 089,05 €	647 556,43 €	5 419 198,45 €
2042	5 419 198,45 €	290 835,97 €	196 115,31 €	486 951,26 €	5 128 362,50 €
2043	5 128 362,50 €	291 971,16 €	185 107,08 €	477 078,22 €	4 836 391,36 €
2044	4 836 391,36 €	261 729,08 €	170 380,60 €	432 109,65 €	4 574 662,30 €
2045	4 574 662,30 €	261 729,08 €	157 917,39 €	419 646,45 €	4 312 933,24 €
2046	4 312 933,24 €	261 728,90 €	146 598,58 €	408 327,45 €	4 051 204,35 €
2047	4 051 204,35 €	247 005,20 €	136 911,77 €	383 916,97 €	3 804 199,15 €
2048	3 804 199,15 €	247 005,20 €	128 928,96 €	375 934,16 €	3 557 193,95 €
2049	3 557 193,95 €	247 005,20 €	120 946,17 €	367 951,37 €	3 310 188,75 €
2050	3 310 188,75 €	247 005,20 €	112 963,37 €	359 968,57 €	3 063 183,55 €
2051	3 063 183,55 €	222 005,61 €	103 074,87 €	325 080,48 €	2 841 177,94 €
2052	2 841 177,94 €	213 671,88 €	94 536,13 €	308 208,01 €	2 627 506,06 €
2053	2 627 506,06 €	213 671,88 €	88 655,79 €	302 327,67 €	2 413 834,18 €
2054	2 413 834,18 €	197 167,98 €	81 818,18 €	278 986,16 €	2 216 666,20 €
2055	2 216 666,20 €	191 666,68 €	74 791,64 €	266 458,32 €	2 024 999,52 €
2056	2 024 999,52 €	191 666,68 €	67 815,31 €	259 481,99 €	1 833 332,84 €
2057	1 833 332,84 €	191 666,68 €	60 838,97 €	252 505,65 €	1 641 666,16 €
2058	1 641 666,16 €	191 666,68 €	53 862,64 €	245 529,32 €	1 449 999,48 €
2059	1 449 999,48 €	116 666,68 €	47 608,93 €	164 275,61 €	1 333 332,80 €
2060	1 333 332,80 €	66 666,68 €	44 565,00 €	111 231,68 €	1 266 666,12 €
2061	1 266 666,12 €	66 666,68 €	42 294,17 €	108 960,85 €	1 199 999,44 €
2062	1 199 999,44 €	66 666,68 €	40 023,33 €	106 690,01 €	1 133 332,76 €
2063	1 133 332,76 €	66 666,68 €	37 752,51 €	104 419,19 €	1 066 666,08 €
2064	1 066 666,08 €	66 666,68 €	35 481,68 €	102 148,36 €	999 999,40 €
2065	999 999,40 €	66 666,68 €	33 210,85 €	99 877,53 €	933 332,72 €
2066	933 332,72 €	66 666,68 €	30 940,02 €	97 606,70 €	866 666,04 €
2067	866 666,04 €	66 666,68 €	28 669,19 €	95 335,87 €	799 999,36 €
2068	799 999,36 €	66 666,68 €	26 398,36 €	93 065,04 €	733 332,68 €
2069	733 332,68 €	66 666,68 €	24 127,53 €	90 794,21 €	666 666,00 €
2070	666 666,00 €	66 666,68 €	21 856,71 €	88 523,39 €	599 999,32 €
2071	599 999,32 €	66 666,68 €	19 585,88 €	86 252,56 €	533 332,64 €
2072	533 332,64 €	66 666,68 €	17 315,04 €	83 981,72 €	466 665,96 €
2073	466 665,96 €	66 666,68 €	15 044,21 €	81 710,89 €	399 999,28 €
2074	399 999,28 €	66 666,68 €	12 773,39 €	79 440,07 €	333 332,60 €
2075	333 332,60 €	66 666,68 €	10 502,56 €	77 169,24 €	266 665,92 €
2076	266 665,92 €	66 666,68 €	8 231,73 €	74 898,41 €	199 999,24 €
2077	199 999,24 €	66 666,68 €	5 960,90 €	72 627,58 €	133 332,56 €
2078	133 332,56 €	66 666,68 €	3 690,07 €	70 356,75 €	66 665,88 €
2079	66 665,88 €	66 665,88 €	1 419,24 €	68 085,12 €	0,00 €

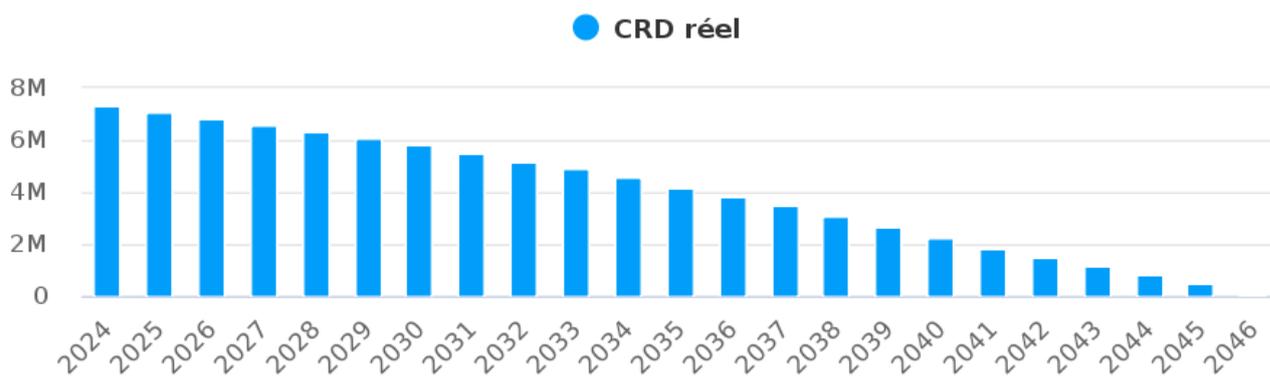
● CRD réel



**Le Budget annexe Halle Olympique**

2 emprunts dont l'encours est sur le livret A

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2024	7 349 702,12 €	234 682,92 €	279 817,88 €	514 500,80 €	7 115 019,20 €
2025	7 115 019,20 €	243 782,92 €	274 099,75 €	517 882,67 €	6 871 236,28 €
2026	6 871 236,28 €	253 236,59 €	244 817,42 €	498 054,01 €	6 617 999,69 €
2027	6 617 999,69 €	263 057,71 €	232 417,08 €	495 474,79 €	6 354 941,98 €
2028	6 354 941,98 €	273 260,55 €	226 003,41 €	499 263,96 €	6 081 681,43 €
2029	6 081 681,43 €	283 860,01 €	219 019,63 €	502 879,64 €	5 797 821,42 €
2030	5 797 821,42 €	294 871,52 €	214 100,75 €	508 972,27 €	5 502 949,90 €
2031	5 502 949,90 €	306 311,16 €	205 533,72 €	511 844,88 €	5 196 638,74 €
2032	5 196 638,74 €	318 195,61 €	196 305,19 €	514 500,80 €	4 878 443,13 €
2033	4 878 443,13 €	330 542,17 €	188 577,12 €	519 119,29 €	4 547 900,96 €
2034	4 547 900,96 €	343 368,86 €	175 424,64 €	518 793,50 €	4 204 532,10 €
2035	4 204 532,10 €	356 694,41 €	165 712,15 €	522 406,56 €	3 847 837,69 €
2036	3 847 837,69 €	370 538,26 €	151 165,50 €	521 703,76 €	3 477 299,43 €
2037	3 477 299,43 €	384 920,59 €	136 053,08 €	520 973,67 €	3 092 378,84 €
2038	3 092 378,84 €	399 862,42 €	120 352,86 €	520 215,28 €	2 692 516,42 €
2039	2 692 516,42 €	415 385,53 €	102 860,81 €	518 246,34 €	2 277 130,89 €
2040	2 277 130,89 €	431 512,60 €	82 988,19 €	514 500,79 €	1 845 618,29 €
2041	1 845 618,29 €	349 555,72 €	67 105,12 €	416 660,84 €	1 496 062,57 €
2042	1 496 062,57 €	329 918,62 €	54 128,86 €	384 047,48 €	1 166 143,95 €
2043	1 166 143,95 €	343 115,36 €	40 469,18 €	383 584,54 €	823 028,59 €
2044	823 028,59 €	356 839,97 €	26 536,97 €	383 376,94 €	466 188,62 €
2045	466 188,62 €	371 113,56 €	12 296,16 €	383 409,72 €	95 075,03 €
2046	95 075,03 €	95 075,03 €	890,62 €	95 965,65 €	0,00 €



### **1-6- LA DETTE GARANTIE**

La dette garantie est constituée de 80 emprunts pour un montant de CRD de 21 140 392 €. Ces emprunts concernent uniquement des logements sociaux.

### **1-7- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

1-5-1 - Les principales dépenses d'investissement demandées par les services sont listées ci-dessous :

PROJET	MONTANT	SERVICE
Bâtiment Gendarmerie Beaufort	2 500 000,00 €	Bat gendarmerie Beaufort
AP/CP Plateformes Point Apport Volontaire Déchets	800 000,00 €	Déchets
Local de Tri Venthon Déchets	1 500 000,00 €	Déchets
Trémie Venthon Déchets	960 000,00 €	Déchets
Camions Collecte Déchets	805 000,00 €	Déchets
Colonne Aérienne + Cuve Beaufort Déchets	205 000,00 €	Déchets
Bâtiment Lavanches	970 000,00 €	Zones économiques
Terrain les Lavanches pour batiment	142 260,00 €	Zones économiques
Préemptions	2 000 000,00 €	Zones économiques
Terrains Zones Economiques	570 000,00 €	Zones économiques
Participation zones	200 000,00 €	Zones économiques
restructuration pont des Italiens (partie zone)	100 000,00 €	Zones économiques
Démolition Bâtiment Zone Petit Marais	240 000,00 €	Zone Petit Marais
Restructuration Bâtiment Ex-Dépollier	500 000,00 €	Zone Petit Marais
Installation Panneaux Photovoltaïques Arpège	330 000,00 €	Batiment Arpège
Travaux Economies d'énergie	250 000,00 €	Service Technique
Etude transbeaufortaine + passerelle	150 000,00 €	Service Mobilités
Fonds de Concours Gilly	250 000,00 €	Service Mobilités
Accessibilité	100 000,00 €	Service Technique
subvention investissement la HO	154 199,00 €	Budget HO
Aides PLH	100 000,00 €	Service Habitat
Aides particuliers	100 000,00 €	Service Habitat
<b>TOTAL</b>	<b>12 926 459,00 €</b>	

1-5-2- La création des AP/CP :

Une AP/CP sera proposée sur le budget principal, il s'agit des plateformes point d'apport volontaire des déchets :

Total de l'Autorisation de Programme : 3 200 000 € sur 4 ans

Crédit de Paiement (CP) annuel : 800 000 €/an.

## EVOLUTION DES RECETTES DE LA COLLECTIVITE

### 2 – LES RECETTES DU BUDGET DE L'AGGLOMERATION

#### 2-1 LA FISCALITE

### **TAXE ADDITIONNELLE SUR LE FONCIER NON BATI**

Le montant est égal à celui notifié en 2023 : 51 353 €

### **TAXE D'HABITATION**

La réforme de la TH entraîne une perte de dynamique. Depuis le 01 janvier 2023, la taxe d'habitation ne concerne plus que les résidences secondaires. Le territoire comprend environ 1/3 de résidences secondaires.

La valeur locative cadastrale est revalorisée tous les ans en fonction de la variation de l'indice à la consommation.

Il a été pris le montant notifié en 2023 augmenté de 3 % soit 2 704 979 €

### **FRACTION DE LA TVA**

Ne connaissant pas la dynamique du FCTVA, sera donc maintenue la somme notifiée lors du prévisionnel 2023, à savoir 7 911 000 €.

### **TAXE FONCIERE BATIE**

Il a été pris le montant notifié en 2023, augmenté de 3,00 % soit 7 554 999 €.

### **TAXE FONCIERE NON BATIE**

Il a été pris le montant notifié en 2023, augmenté à 194 000 €.

## **2-2 - LES DOTATIONS ET LE FONDS NATIONAL DE GARANTIE INDIVIDUELLE DES RESSOURCES**

### **FNGIR**

Le montant proposé est égal à la somme perçue en 2023 soit **4 753 185 €**.

### **DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE**

Le montant proposé est égal à la somme perçue en 2023 soit **2 475 420 € diminué de 2 % (données connues après la commission finances), soit – 49 509 € = 2 425 911 €**

### **ALLOCATIONS COMPENSATRICES**

Les allocations compensatrices du foncier seront diminuées, soit 595 000 € pour la TF et 2 900 000 € pour la CFE.

***DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (dotation de compensation)***

Elle sera diminuée à 4 150 000 €.

***DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (Dotation d'intercommunalité) :***

Elle sera maintenue à 2 225 610 €.

**DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION TOURISTIQUE)**

Cette dotation qui était gelée depuis 1993, a eu une évolution en 2023, soit 378 096 €. La même somme sera reconduite.

**2-3- LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM)**

Le produit attendu de la taxe est de 10 717 150 €.

**2-4- LA TAXE GEMAPI**

Les élus de la commission finances proposent un produit attendu de 1 600 000 € (1 500 000 € en 2023).

Aussi l'estimation des recettes fiscales et dotations de l'état à ce stade est-elle récapitulée comme suit :

Libellé	Réalisé CA 2022	BP 2023	Notifié prévisionnel 2023	Prévisionnel 2024
Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E.)	9 486 579	9 581 442	10 165 149	10 470 103
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.)	4 400 187	4 681 303	4 400 187	4 400 187
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (I.F.E)	1 647 169	1 647 058	1 718 005	1 700 000
Taxe Sur les Surfaces Commerciales (T.A.S.C.O.M.)	895 813	868 181	891 427	890 000
Taxe additionnelle sur Foncier Non Bâti (TAFNB)	51 353	47 458	51 353	51 353
Taxe d'Habitation (T.H.)	2 452 094	2 414 776	2 626 193	2 704 979
Fraction de TVA (TH)	7 594 332	7 273 379	7 911 929	7 911 000
Taxe Foncière sur le Bâti (T.F.B.)	6 850 901	7 073 294	7 334 950	7 554 999
Taxe Foncière sur le Non Bâti (T.F.N.B.)	176 296	176 296	193 145	194 000
FNGIR	4 753 185	4 753 185	4 753 185	4 753 185
TEOM	9 046 820	9 850 000	10 405 000	10 717 150
GEMAPI	1 230 397	1 500 000	1 500 000	1 600 000
Taxe de Séjour	419 723	385 670	385 670	360 000
Rôle supplémentaire Contributions directes	139 272			
Rôle supplémentaire TEOM	3 756			
Rôle supplémentaire GEMAPI	4 063			
Régularisation de TVA				
<b>Total des Impôts et Taxes</b>	<b>49 151 940</b>	<b>50 252 041</b>	<b>52 336 193</b>	<b>53 306 956</b>
Compensation au titre de la réforme de la T.P. (DCRTP)	2 475 420	2 475 420	2 475 420	2 425 911
Allocations compensatrices CVAE				
Allocations compensatrices CFE	3 188 789	3 100 000	3 003 202	2 900 000
Allocations compensatrices Taxes Foncières (bâti et non bâ)	607 521	607 521	603 331	595 000
Allocations compensatrices Taxe d'Habitation				
Dotation de Compensation (DGF)	4 198 850	4 198 850	4 174 473	4 150 000
Dotation d'intercommunalité (DGF)	2 211 886	2 211 886	2 225 610	2 225 610
Dotation Groupement Touristique (DGF)	375 891	375 891	378 096	378 096
Dotation compensation GEMAPI				
<b>Total des Dotations et Compensations</b>	<b>13 058 357</b>	<b>12 969 568</b>	<b>12 860 132</b>	<b>12 674 617</b>
<b>TOTAL des Recettes fiscales globales</b>	<b>62 210 297</b>	<b>63 221 609</b>	<b>65 196 325</b>	<b>65 981 573</b>